

Une reprise de l'intérim encourageante en Basse-Normandie au 3^e trimestre 2013

Au troisième trimestre 2013, l'emploi salarié dans le secteur marchand continue de se détériorer en Basse-Normandie (- 0,3 %), de façon plus marquée que la moyenne nationale (- 0,1 %). Cette nouvelle dégradation concerne tous les secteurs. L'emploi intérimaire, en revanche, progresse et pourrait présager une inflexion à venir sur le marché du travail. Dans la construction, l'activité s'est stabilisée, mais l'emploi continue de décroître. La baisse du nombre de permis de construire délivrés n'annonce pas une reprise significative de l'activité même si les mises en chantier ont redémarré.

Le chômage continue de s'aggraver, dans les trois départements, mais à un rythme moindre que la tendance nationale. Si le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans la région (+ 0,4 %), on observe une diminution des demandeurs de moins de 25 ans.

Les créations d'entreprises, hors auto-entrepreneurs, poursuivent leur progression alors que les défaillances se stabilisent.

Seule l'activité touristique a été satisfaisante au troisième trimestre grâce à une météo clémente, principalement au mois d'août. Le recul de la clientèle française est compensé par un afflux de touristes étrangers. Ainsi, dans les hôtels la clientèle étrangère représente un tiers de la fréquentation.

Au quatrième trimestre l'activité régionale pourrait s'améliorer dans le sillage de la reprise poussive attendue au niveau national.

Alain COËNON, Anne-Solange GONY, Matthieu BOIVIN, Insee Basse-Normandie

Le contexte international

Dynamisme confirmé

L'activité au 3^e trimestre 2013 est restée dynamique dans les économies avancées, notamment aux États-Unis (+ 0,9 %) et au Royaume-Uni (+ 0,8 %). L'activité a ralenti au Japon (+ 0,3 % après + 0,9 %) et dans la zone euro (+ 0,1 % après + 0,3 %).

Grâce à cette progression du PIB, la zone euro confirme sa sortie de récession. Le ralentissement par rapport au 2^e trimestre tient à une baisse des exportations touchant l'ensemble des pays de la zone. La consommation privée s'est également tassée, notamment en Allemagne.

En revanche, l'activité est globalement décevante dans les économies émergentes.

Dans les économies avancées, au vu de la poursuite de l'amélioration du climat des affaires, l'embellie devrait se poursuivre d'ici mi-2014.

L'activité dans la zone euro continuerait de croître (+ 0,3 % chaque trimestre), grâce à une modération de la consolidation budgétaire, un redressement de l'investissement après un ajustement très prononcé et à une baisse de l'épargne de précaution des ménages.

Contexte national

Une reprise poussive

L'activité a légèrement reculé en France au 3^e trimestre 2013 (- 0,1 % après + 0,6 %). Le recul a été net dans l'industrie manufacturière (- 1,0 % après + 2,0 %), du fait de la forte baisse de ses exportations (- 1,9 % après + 2,8 %). De plus, par contrecoup du 1^{er} semestre où les températures, inférieures aux normales saisonnières, avaient soutenu les dépenses de chauffage des ménages, la production d'énergie a nettement reculé au 3^e trimestre (- 1,5 % après + 2,0 %).

Un net rebond du PIB se confirmerait au quatrième trimestre (+ 0,4 %) : le climat des affaires s'est en effet fortement amélioré dans tous les secteurs, en raison d'un rebond des exportations et de l'accélération de la consommation des ménages. Par la suite, le climat des affaires se stabilisant à la fin de l'année et au début 2014, l'activité ralentirait au premier semestre 2014 (+ 0,2 %).

Grâce à la stabilisation de l'emploi marchand d'une part, et à l'augmentation du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand d'autre part, l'emploi total progresserait encore d'ici mi-2014. Le chômage serait quasi-stable (11 %) d'ici mi-2014.

Début 2014, la consommation des ménages progresserait à peine, en raison du manque d'impulsion du pouvoir d'achat (+ 0,5% sur un an). Et l'investissement des entreprises, après 2 années de baisse, redémarrerait, mais faiblement.

L'emploi salarié permanent baisse, mais l'intérim reprend

Après une baisse continue sur les cinq trimestres précédents, l'emploi salarié non agricole bas-normand décline encore sensiblement pour atteindre 310 650 emplois fin septembre 2013. La baisse est de 0,3 % au troisième trimestre 2013 (- 780 emplois). Contrairement au trimestre précédent, cette nouvelle dégradation concerne tous les secteurs, mais seul l'emploi permanent est touché ce trimestre. L'intérim, quant à lui, progresse. Au niveau national, la tendance est la même, avec toutefois une diminution de l'emploi moins défavorable (- 0,1 %).

Dans l'industrie, 500 emplois permanents disparaissent (- 0,6 %), soit une situation équivalente à celle de la France métropolitaine (- 0,5 %). La fabrication de matériels de transport est particulièrement touchée (- 2,3 %). A l'inverse, après quatre trimestres de baisse continue de ses effectifs, la fabrication de denrées alimentaires et de boissons résiste mieux ce trimestre (+ 0,3 %).

Le tertiaire marchand hors intérim perd 750 emplois (- 0,4 %), principalement dans le commerce, le transport et l'entreposage, l'hébergement et la restauration et les autres activités de services. Au niveau national, le commerce perd aussi des emplois permanents, mais les embauches dans les autres secteurs aboutissent à une stabilité des effectifs du tertiaire marchand hors intérim.

Le recul passé des mises en chantier de logements neufs continue de se faire ressentir dans le secteur de la construction, où les effectifs salariés décroissent pour le septième trimestre consécutif (- 1,4 %). Au niveau national, l'emploi permanent se contracte également dans la construction, mais de façon moins prononcée (- 0,5 %).

A l'inverse de l'emploi permanent, l'intérim, principale variable d'ajustement de l'emploi aux variations conjoncturelles, rebondit nettement (+ 7,6 %). Outre le secteur de l'hébergement et restauration qui a connu un pic d'activité en août, certains secteurs industriels ont eu, eux aussi, largement recours au travail intérimaire. Ce fut le cas de l'industrie des équipements électriques et électroniques et, dans une moindre mesure, l'industrie des matériels de transport.

Ce regain peut être un signe encourageant pour la conjoncture des prochains mois. Rappelons que ces salariés sont comptés dans le tertiaire, alors que trois missions sur quatre sont effectuées dans l'industrie ou la construction. L'intérim progresse aussi en France métropolitaine, mais dans une moindre mesure (+ 1 %).

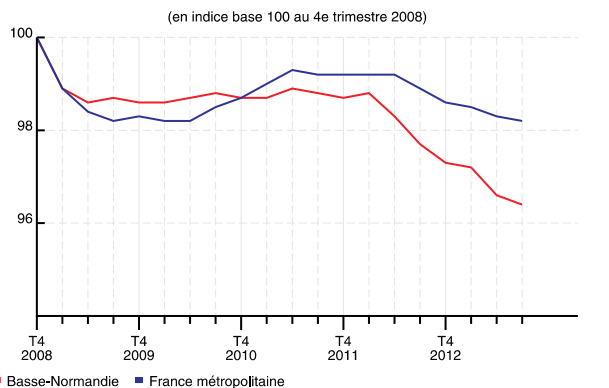
Des trois départements bas-normands, la Manche est le plus touché par les pertes d'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles (- 0,7 %), principalement dans la construction, le commerce et l'industrie. Les effectifs salariés sont au contraire stables dans le Calvados et l'Orne, où un recours plus important à l'intérim compense les pertes d'emplois permanents.

L'emploi salarié en Basse-Normandie est donc toujours loin de retrouver son niveau d'avant la crise. Depuis le pic du quatrième trimestre 2007, 19 200 emplois ont été détruits, pour moitié dans l'industrie. Cependant, l'amélioration observée sur le front de l'intérim ce trimestre laisse présager d'une inflexion à venir.

Le chômage progresse encore

Au troisième trimestre 2013, en Basse-Normandie, le taux de chômage s'établit à 9,8 % de la population active, soit une hausse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent. Le taux de chômage bas-normand atteint ainsi son plus haut niveau depuis 1999. Il est

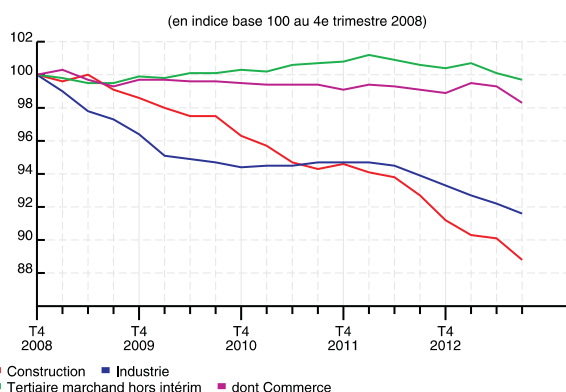
Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

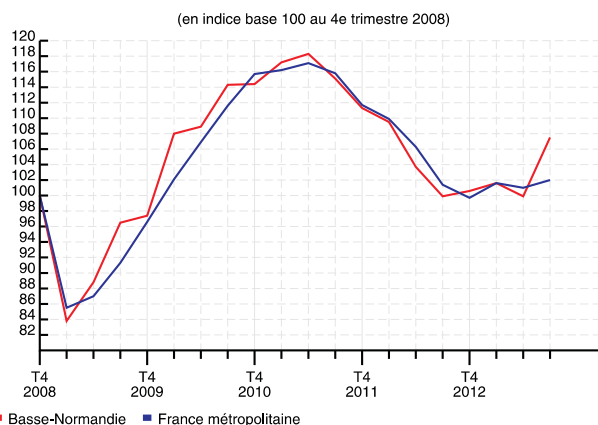
Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Basse-Normandie



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

toutefois inférieur de 0,7 point au taux de chômage métropolitain (10,5 %). Sur un an, de septembre 2012 à septembre 2013, le taux de chômage augmente de 0,4 point en Basse-Normandie, soit moins qu'en France métropolitaine (+ 0,6 point).

Au troisième trimestre, le Calvados a le taux de chômage le plus élevé (10,3 %). Dans l'Orne, il s'établit à 10 % de la population active. La Manche présente quant à elle le taux le plus faible des trois départements bas-normands (9,1 %). Sur les douze derniers mois, le taux de chômage augmente dans des proportions équivalentes dans les trois départements.

Les difficultés du marché de l'emploi régional au troisième trimestre sont confirmées par l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : + 0,4 % fin septembre 2013 par rapport à fin juin 2013, soit 400 demandeurs d'emploi supplémentaires. Cette hausse est moins importante qu'en France métropolitaine (+ 0,9 %). Dans la région, toutes les catégories de demandeurs ne sont pas touchées de la même manière. Si les demandes d'emplois progressent chez les plus de 50 ans et les chômeurs de longue durée, elles régressent chez les moins de 25 ans. Cette amélioration sur le front du chômage des jeunes est à mettre en relation avec la reprise de l'emploi intérimaire. Au total, fin septembre 2013, 103 470 demandeurs inscrits étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Basse-Normandie. Les dernières données enregistrées laissent cependant entrevoir une stabilisation des demandes d'emploi pour la fin de l'année.

La construction des logements tend à repartir

Au troisième trimestre, l'activité du secteur de la construction s'est, comme au niveau national, stabilisée.

Dans le gros œuvre, la construction de logements tend à repartir. Ainsi, au 3^e trimestre 2013, sur douze mois glissants, 7 185 logements (dont près d'un tiers en collectif) ont été mis en chantier. Cette progression par rapport au trimestre précédent (+ 1,4 %) contraste avec la baisse constatée en France métropolitaine (- 0,4 %). La reprise régionale profite au logement collectif ou en résidence mais pas aux logements individuels dont les mises en chantier diminuent de plus de 3 %.

Cependant, sur un an (cumul de octobre 2012 à septembre 2013 comparé au cumul des mêmes mois un an auparavant), les mises en chantier chutent de 11 %, principalement en raison de l'effondrement de 16 % dans le logement individuel, le logement collectif étant en baisse de 7 %. En France métropolitaine le recul est sensiblement le même (- 11,4 %).

De leur côté, au 3^e trimestre 2013 et sur 12 mois glissants, les permis de construire, reculent de 1,4 % à 9 227 autorisations. Les autorisations de logements individuels et collectifs sont toutes deux en baisse. Sur cette même période, le recul est de 8,4 % en France métropolitaine.

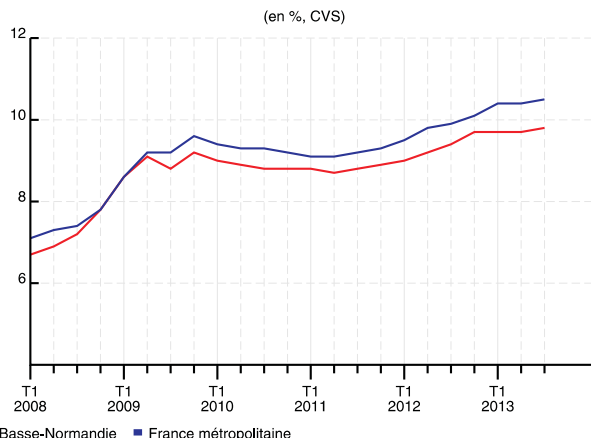
La production reste donc très modeste et les professionnels jugent leurs carnets de commandes insuffisamment fournis.

Dans le second œuvre, l'activité est stable, portée par les travaux liés à l'adaptation au handicap et au vieillissement ainsi qu'à l'isolation thermique qui restent dynamiques. Les carnets de commandes sont remplis et les professionnels s'attendent à une amélioration de leur activité.

Les entreprises de travaux publics subissent toujours les difficultés financières des collectivités. Leur production est restée stable mais largement insuffisante.

Globalement, la faiblesse de la demande, tant privée que publique, exacerbe la concurrence entre les entreprises et engendre une nouvelle

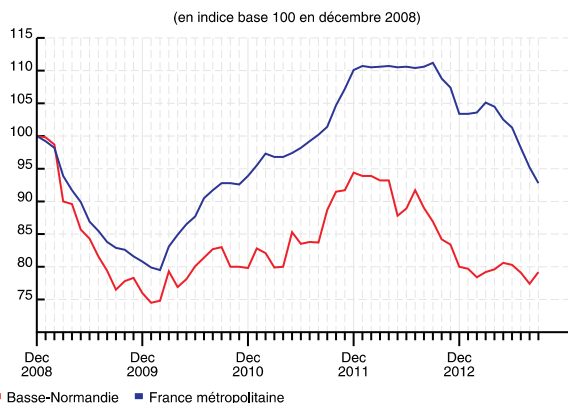
Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

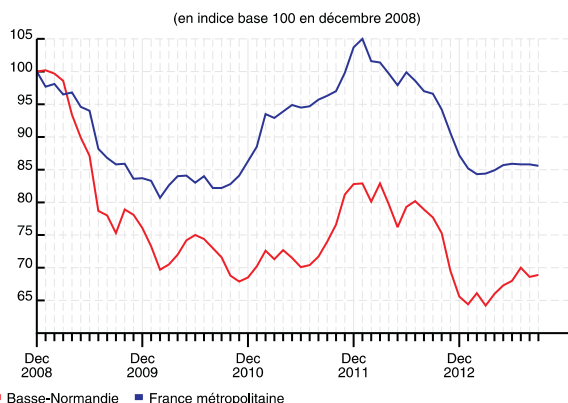
Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

baisse des prix. Les marges faibles et les délais de paiement peu favorables pèsent sur les trésoreries.

L'activité du dernier trimestre devrait être soutenue par les anticipations de hausse de la TVA au 1^{er} janvier 2014.

Un tiers de touristes étrangers dans les hôtels

La fréquentation hôtelière s'est accrue de 0,3 % par rapport au troisième trimestre 2012. Après un début de saison décevant, le cœur de saison a quant à lui été satisfaisant, les conditions météorologiques ayant été nettement plus favorables qu'au printemps : + 1,8 % en juillet, + 5,3 % en août. En revanche, le mois de septembre a attiré moins de touristes que de coutume (- 7,8 %). Le recul de la fréquentation française (- 5,3 %) a été compensé par l'afflux de la clientèle étrangère (+ 14 %). Ainsi, au troisième trimestre, un tiers de la fréquentation dans les hôtels émane des touristes étrangers.

L'évolution de la fréquentation hôtelière en Basse-Normandie est comparable à l'évolution de la moyenne des régions métropolitaines françaises : les nuitées se sont accrues de 0,3 %, la progression des nuitées étrangères (+ 6,3 %) ayant comblé la baisse de la fréquentation française (- 3,3 %).

Dans le même temps, les campings régionaux affichaient une progression de leur fréquentation de 3 % par rapport au 3^e trimestre de 2012. Les campeurs étrangers venus plus nombreux (+ 16 %), font plus que compenser la désaffection des campeurs Français (- 5 %). De même, en moyenne nationale, la progression de la fréquentation dans les campings (+ 2 %) doit davantage aux touristes étrangers (+ 4,5 %) que Français (+ 0,9 %).

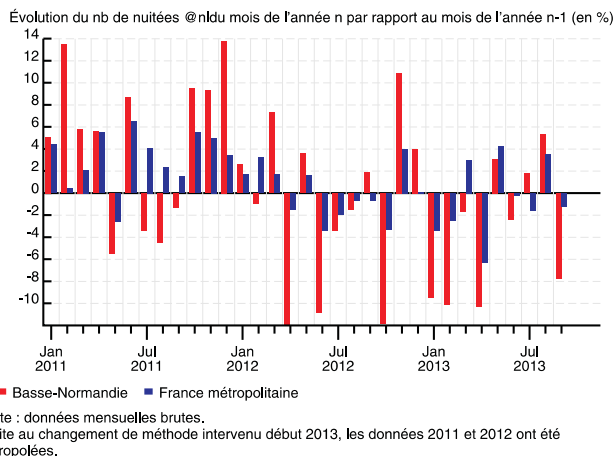
Les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs augmentent

Après une hausse au deuxième trimestre, le nombre de créations d'entreprises bas-normandes se stabilise. Près de 2 100 nouvelles entreprises au troisième trimestre (- 0,4 % contre - 4,1 % en France métropolitaine). Toutefois, cette stabilité des créations cache une situation hétérogène. Les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs affichent une hausse pour le cinquième trimestre consécutif (+ 3,7 % contre + 0,5 % en France métropolitaine). En revanche, les créations d'entreprises sous le régime d'auto-entrepreneur sont une nouvelle fois en repli après l'accalmie du trimestre précédent (- 4,1 % contre une chute de 8,5 % en France métropolitaine). Le nombre de créations d'auto-entreprises est au plus bas depuis la mise en place de ce statut en janvier 2009. Les auto-entreprises représentent maintenant à peine la moitié des créations en Basse-Normandie et moins d'une création d'entreprise sur deux au niveau national. Un rééquilibrage en faveur des créations individuelles classiques semble s'opérer en raison des incertitudes planant sur l'avenir de ce statut.

En données brutes, seul le Calvados affiche une stabilité de ses créations (- 0,6 %), à l'inverse de la Manche (- 5,6 %) et de l'Orne (- 6,9 %) qui présentent une baisse sensible. C'est surtout dans la Manche que les créations d'auto-entreprises sont en régression (- 14,9 %). Elles sont plus stables dans l'Orne (- 1,5 %) et le Calvados (+ 0,7 %).

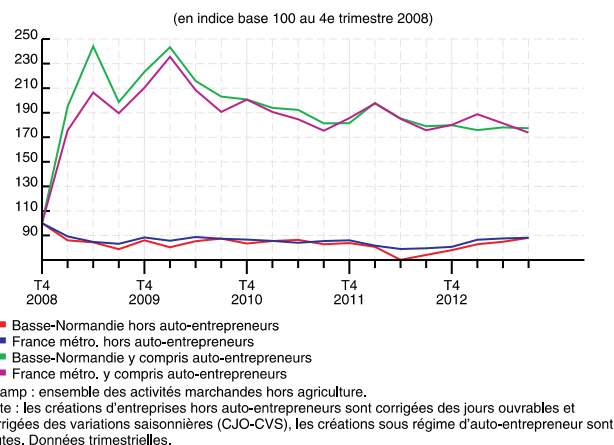
En données mensuelles brutes à la date de jugement cumulées sur un an, les défaillances d'entreprises en septembre 2013 sont stables en Basse-Normandie (- 0,3 %) alors qu'elles progressent en France métropolitaine (+ 1,2 %).

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



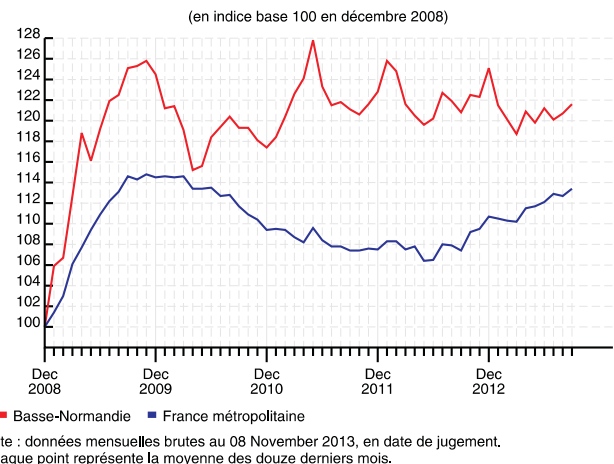
Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux

Créations d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Défaillances d'entreprises



Source : Fiben, Banque de France